

surveillance.

▶ **A lire :** [La centrale photovoltaïque ukrainienne de Tryba Energy à l'arrêt](#)

5G : l'industrie n'est pas branchée

La 5G ? Mouais, bof. Visiblement, les usines françaises ne sont pas pressées de passer à la connexion rapide. Un rapport, commandé par Bercy, met en lumière le peu d'empressement des industriels à adopter cette nouvelle technologie, pourtant bien souvent présentée comme une révolution. Mais la frilosité des dirigeants n'explique pas tout. Certains choix techniques et/ou politiques posent aussi problème.

▶ **A lire :** [L'industrie française a encore du mal à apprivoiser la 5G](#)

France 2030 : un plan pour mieux gérer les futures crises sanitaires

L'Etat tire les leçons de la crise du Covid-19. Pour "prévenir et lutter contre les maladies infectieuses émergentes et les menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique" (NRBC), le gouvernement a dévoilé, hier soir, une stratégie à 750 millions d'euros. Sur cette enveloppe, 315 M€ iront à l'innovation, dont 100 M€ dédiés au déploiement de "plateformes technologiques", ouvertes aux PME, pour "la démonstration ou la validation" de réponses à ces risques. En parallèle, 300 M€ seront consacrés au "développement de capacités de production, aussi flexibles et modulables que possible, dans les filières stratégiques", de manière à donner à la France les moyens de réagir vite en cas de menace. Et le gouvernement de promettre de "mobiliser le levier de l'achat public pour pérenniser" les activités soutenues - la polémique sur la gestion des masques tout au long de l'épidémie de Covid-19 est passée par là... Ce soutien à l'industrialisation passe par un premier appel à projets, ouvert jusqu'au 9 janvier 2024. Il englobe les trois priorités sanitaires retenues par l'exécutif dans le cadre de son plan France 2030, à savoir, outre les maladies infectieuses et risques NRBC, la biothérapie/bioproduction et les dispositifs médicaux/diagnostic in vitro.

Santé : Sanofi court après l'ARN messenger

Séance de rattrapage pour Sanofi. Le groupe pharmaceutique va investir 1,5 milliard d'euros en France pour y développer et produire des vaccins à ARN messenger (ARNm), a indiqué le Premier ministre Jean Castex, hier soir, en visite dans le Rhône. De son côté, l'entreprise communique parle plutôt de 935 millions d'euros. Objectif : se repositionner sur une technologie utilisée avec succès par ses concurrents Pfizer-BioNTech et Moderna dans la lutte contre le Covid-19, quand, dans le même temps, Sanofi n'a pas été en mesure de sortir son propre sérum.

7 mars

Le "plan de résilience" n'empêchera pas de se serrer la ceinture

Les entreprises fragilisées par l'envolée du prix du gaz seront la première priorité du futur "plan de résilience". Avec ce programme de mesures censées limiter les conséquences de la guerre en Ukraine, l'Etat entend protéger « plusieurs centaines » de sociétés - en l'occurrence celles pour qui cette énergie « représente 20, 30 ou 40 % de leurs coûts de production », a indiqué le ministre de l'Economie sur *BFMTV*. Un deuxième volet visera les ménages, confrontés à l'inflation de l'énergie et l'alimentation. Le dernier axe portera sur la nécessaire « adaptation » à la crise russo-ukrainienne. « Nous devons tous faire un effort », par exemple « consommer moins » d'énergie, a prévenu Bruno Le Maire. L'ensemble de ces mesures formeront « un plan stratégique », conçu pour répondre à « un tournant géopolitique majeur ». Mais, reconnaît le patron de Bercy, « il y a aujourd'hui énormément d'incertitudes (...) liées aux contre-sanctions de Vladimir Poutine, que nous ne connaissons pas, à la détérioration de la situation militaire sur le terrain [en Ukraine], au comportement de la Chine ». Le ministère travaille donc sur différents scénarios, incluant « une coupure totale du gaz » envoyée par la Russie en Europe.

Inflation : violente explosion des prix à la pompe...

Coup de massue dans les stations essence. La hausse des prix du carburant a atteint des proportions vertigineuses la semaine dernière. La palme revient au GNR : au 4 mars, le litre coûtait, en moyenne, 1,586 euro, soit un bond de 32 centimes en seulement sept jours (+25,6 %), selon les relevés du ministère

de la Transition écologique ! Bien que moins spectaculaire, l'accélération reste de mise pour le gazole (1,8831 €, +8,1 %, équivalent à un surplus de 14 centimes), le sans plomb 95 (1,8889 €, +4,2 %) et le SP98 (1,9558 €, +3,9 %). C'est la 9^e semaine consécutive que ces prix battent leur record historique, mais la guerre en Ukraine est venue ajouter de l'huile sur le feu, et sur les cours du pétrole, mettaient déjà en garde plusieurs dirigeants, la semaine dernière.

... la flambée s'étend aux produits alimentaires

A l'aube de la guerre en Ukraine, les prix alimentaires mondiaux étaient déjà au sommet. En février, l'indice FAO, qui mesure l'inflation des produits les plus échangés à travers la planète, a grimpé de 3,9 % en un mois (+20,7 % en un an). Résultat, il atteint un niveau historique, 3,1 points au-dessus de son précédent record d'il y a onze ans. Et ce n'est qu'un début : l'organe des Nations unies à l'origine de ces données précise que sa statistique "ne prend que partiellement en compte les effets du conflit en Ukraine sur les marchés". Or, les tensions devraient s'aggraver encore, du fait de la poursuite des combats et des dernières décisions des autorités. Aujourd'hui, Kiev a limité les exportations de plusieurs de ses produits agricoles. Vendredi, Moscou a préconisé la suspension temporaire de ses livraisons d'engrais à l'étranger.

Guerre en Ukraine : les entreprises françaises payées en roubles...

Tel est pris qui croyait prendre ? Moscou a ajouté la France, et toute l'Union européenne, à une liste d'Etats "hostiles", selon plusieurs médias. Ce qui autorise les Russes à régler les entreprises de ces pays en roubles, à partir d'un certain montant. Et ce, alors même que la monnaie nationale s'effondre, sous l'effet des représailles internationales à l'invasion de l'Ukraine. Cette mesure temporaire est précisément présentée comme une riposte à ces sanctions.

... le ligérien DBB touché par ricochets

Il y a les conséquences directes de la guerre en Ukraine. Et aussi des ramifications plus inattendues. L'entreprise textile DBB, basée dans la Loire, vient ainsi d'être rattrapée, bien malgré elle, par la crise, à travers l'un de ses

sous-traitants.

▶ **A lire :** « Nous sommes sans nouvelles de notre production lancée en Ukraine »

Egalité femmes-hommes : gare aux sanctions de l'administration...

Après la publication du relevé de notes, l'heure est à la punition pour les mauvais élèves de la parité salariale. La ministre du Travail Elisabeth Borne a dressé le bilan 2021 de l'index de l'égalité professionnelle. Résultat : 16 entreprises s'exposent désormais à des sanctions, pour ne pas avoir suffisamment amélioré leur score ces quatre dernières années. Une centaine d'autres pourraient suivre. A moins qu'elles ne redressent la barre dans les douze prochains mois.

▶ **A lire :** Les premières sanctions vont tomber contre les mauvais élèves de l'index de l'égalité professionnelle

... et aux discriminations autour de la maternité

Principal point noir des employeurs en matière d'égalité femmes-hommes : leur gestion de la maternité. C'est ce qui ressort à la fois de l'index de l'égalité professionnelle, mais aussi des dossiers reçus par la Défenseure des droits. En 2021, "plus de 3,2 % des saisines enregistrées (...) en matière de discriminations avaient pour motif la grossesse". Pour recadrer les entreprises et leur rappeler la loi, l'institution publie donc un "guide juridique" exclusivement dédié à ce sujet.

Présidentielle : la liste des candidats officialisée

Ils seront 12 sur la ligne de départ. Les noms des candidats à l'élection présidentielle 2022 ont été officiellement communiqués, ce midi, par le Conseil constitutionnel. Il s'agit, par ordre alphabétique, de : Nathalie Arthaud, Nicolas Dupont-Aignan, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Philippe Poutou, Fabien Roussel et Eric Zemmour. Six d'entre eux ont déjà eu l'occasion de faire part de leurs propositions économiques, lors d'un événement organisé fin février. Inversement, plusieurs réseaux et organisations professionnelles ont fait connaître leurs propres revendications aux candidats, ces dernières semaines, comme le Medef, la

CPME ou les entreprises du médicament. En région aussi, les chefs d'entreprise font entendre leurs voix.

▶ **A lire :** Ce qu'attendent les chefs d'entreprise normands du prochain président de la République

4 mars

📌 La philosophie du "plan de résilience" se précise...

A quoi va ressembler le futur plan de l'Etat contre les impacts du conflit russo-ukrainien sur l'économie française ? Ce ne sera pas du "quoi qu'il en coûte", a d'ores et déjà prévenu Bruno Le Maire, car cette logique ne ferait qu'« alimenter l'inflation ». A la place, le patron de Bercy préconise plutôt « un soutien ciblé et massif aux secteurs qui en ont besoin, et quelle que soit la situation sur les prix du gaz ou du pétrole ». L'accent sera mis sur les entreprises les plus gourmandes en énergie, ainsi que sur « les PME qui exportent massivement vers la Russie ». En visite au Salon de l'agriculture, le ministre de l'Economie a particulièrement insisté sur ce secteur, « probablement celui qui est touché le plus directement et le plus lourdement » par la crise actuelle. Enfin, le "plan de résilience" apportera des réponses de plus long terme sur « l'indépendance énergétique de la France », avec des moyens promis pour le biogaz, la biomasse ou le renouvellement des flottes de pêche.

... les alertes sur les prix du carburant se multiplient

Autre détail sur ce fameux "plan de résilience" : la question des carburants y sera bien traitée. Il est notamment prévu « un dispositif pour protéger » les automobilistes et « certaines entreprises » de la flambée des prix à la pompe, a révélé la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, sur *France Info*. Et il y a urgence : le transport routier et la pêche réclament des aides au plus vite, sans quoi, disent-ils, les fermetures d'entreprises pourraient se multiplier. Concernant le gaz, le "bouclier tarifaire" sera bien prolongé « jusqu'à la fin de l'année ».

Guerre en Ukraine : les entreprises peuvent aider...

Depuis maintenant neuf jours, la Russie enfonce l'Ukraine dans la guerre. Pour apporter leur aide aux populations touchées, les entreprises françaises peuvent désormais verser des dons à un fonds spécialement constitué par le ministère des Affaires étrangères.

... Carré et Lactalis au rythme du conflit

Activité en pointillés pour les entreprises françaises impliquées en Ukraine. Le groupe mayennais Lactalis est contraint de s'adapter au jour le jour aux soubresauts de la guerre - sans toutefois remettre en cause son activité en Russie. Le conflit laisse, en revanche, un grand vide du côté du vendéen Carré. Le machiniste agricole venait de conclure le plus gros contrat de son histoire avec un distributeur situé dans la même ville que la centrale nucléaire attaquée, la nuit dernière, par l'armée russe.

▶ **A lire :** La plus grosse commande de l'histoire de Carré est gelée

... des pistes pour sortir du piège gazier russe

On l'a bien compris, le gaz est le talon d'Achille de l'Europe dans son bras de fer avec la Russie sur la guerre en Ukraine. Or, deux études préviennent que s'en passer ne sera "pas facile". Pour réduire d'un tiers cette dépendance, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avance toutefois 10 propositions de court terme. Parmi elles : un déploiement accéléré des projets solaires et éoliens (par réduction des délais et subventions), l'optimisation de la production nucléaire (par report des fermetures programmées pour maintenance), la taxation temporaire des surprofits actuels des compagnies d'énergie pour financer des aides aux consommateurs d'électricité, un effort accru sur l'efficacité énergétique du bâtiment et de l'industrie, incluant un accompagnement spécifique pour les PME. Pour aller plus loin, des mesures plus polluantes s'imposeraient (recours au charbon et aux combustibles liquides, comme le fuel). Dans une publication séparée, Euler Hermes insiste, pour sa part, sur le développement des énergies renouvelables, "de loin l'option la moins chère" à moyen terme. Mais, pour faire la différence, l'Europe devrait augmenter sa production de 278 TéraWatts-heure par an pendant six années (soit un effort, pour la France, de +33 TWh environ), le tout pour un coût annuel estimé à 170 milliards d'euros par an.

Le laborieux redressement de l'industrie

L'industrie commence un peu mieux l'année qu'elle n'avait fini la précédente. Stable en décembre, la production a nettement accéléré, en janvier, dans tout le secteur (+1,8 % en un mois), comme dans sa partie manufacturière (+1,6 %), selon l'Insee. La pharmaceutique signe un impressionnant bond en avant (+21,5 %). Les transports, en revanche, rechutent (-5,1 %), en particulier l'automobile (-5,4 %) "qui demeure lourdement affectée par la pénurie de semi-conducteurs". Plus globalement, après deux ans de pandémie, la production industrielle dans son ensemble reste toujours bloquée sous son niveau de février 2020 (-3,9 %).

Avec le coronavirus, les codes de l'entreprise ont changé

Revenir à la vie d'avant au travail est impossible. Même si un nouveau cap sera franchi le 14 mars, avec l'abandon (confirmé) du masque en entreprise et la suspension des passes vaccinal et sanitaire, l'épidémie de coronavirus a définitivement changé la face des ressources humaines, à en croire Audrey Richard, la présidente de l'Association des DRH.

▶ **A lire :** « Le rôle du manager a changé avec le Covid-19 »

3 mars

Coronavirus : bientôt (presque) la fin pour le masque et les passes

Le Covid-19 refait parler de lui, et c'est plutôt une bonne nouvelle. Face à la décrue de la cinquième vague depuis plusieurs semaines, le gouvernement a validé une quatrième étape de levée des restrictions sanitaires. Le 14 mars, on pourra (presque) dire adieu au port du masque obligatoire et aux passes vaccinal et sanitaire, a indiqué le Premier ministre Jean Castex, au journal télévisé de 13h, sur *TF1*.

▶ **A lire :** C'est le début de la fin pour le passe vaccinal et le masque obligatoire

Guerre en Ukraine : la surchauffe dans les stations essence....

Alerte sur le prix des carburants. L'envolée continue des cours du pétrole, depuis le début de la guerre en Ukraine, devrait très vite se faire sentir en France. C'est l'avertissement du président de Système U, ce matin, sur *BFMTV*. Dominique Schelcher prédit une « hausse brutale, dans les jours qui viennent », des prix à la pompe. Et d'expliquer que, ce matin, son groupe achetait le carburant « au moins une dizaine de centimes plus cher le litre », sous l'effet conjugué de la flambée des tarifs du baril et de l'affaiblissement de l'euro face au dollar. Même son de cloche, hier, de la part du président de l'Union française des industries pétrolières. Olivier Gantois évaluait la hausse, hier, sur *BFM Business*, à « quelques centimes » dès cette semaine. Et ce, alors même que les carburants battent déjà record sur record depuis le début de l'année.

... les balbutiements du "plan de résilience"...

Le "plan de résilience" promis par l'Etat reste dans le flou. Au lendemain de la promesse d'Emmanuel Macron de « protéger » la France de l'impact de la crise russo-ukrainienne, le Premier ministre n'a pas apporté de détails sur le fond, lors de son interview, à la mi-journée, par *TF1*, mais plutôt sur sa méthode. Et pour cause : le gouvernement n'en est encore qu'au stade du diagnostic. Jean Castex recevra donc les filières concernées (aérospatiale, aérien, agriculture, automobile, etc.) en début de semaine prochaine... alors même que ses ministres de Bercy les ont déjà été consultées par deux fois en sept jours. Les partenaires sociaux seront associés à la démarche, du fait de l'impact attendu sur le pouvoir d'achat, à travers les hausses des prix de l'énergie (pétrole, gaz et électricité).

▶ **A lire :** Pour l'instant, les 500 entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes exportant en Russie ne sont pas encore impactées

... des pistes européennes pour l'agriculture

Pas de décisions européennes, dans l'immédiat, pour contrer les effets du conflit russo-ukrainien sur l'agriculture. Malgré des « conséquences graves » attendues par Bruxelles sur l'élevage en général, et la filière porcine en particulier, l'UE poursuit sa réflexion sur les réponses à apporter. Les pistes explorées portent sur un recours à l'aide sur le stockage privé, un renforcement des réserves de crise, ou encore la mise en culture exceptionnelle de jachères pour assurer un approvisionnement en protéines,

utiles à l'alimentation animale. La question de coût et de l'accès aux engrais est également examinée, mais elle dépend aussi de la problématique énergétique, liée au gaz, a prévenu le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie, à la sortie d'une réunion avec ses homologues de l'Union européenne, hier soir. A plus long terme, les Vingt-Sept entendent, par ailleurs, intégrer « la souveraineté alimentaire comme l'un des objectifs politiques » de leurs actions futures en matière agricole.

Les Français de Russie invités à plier bagage

Changement de ton au Quai d'Orsay. Le ministère des Affaires étrangères recommande "fortement" à tous les Français actuellement en Russie de quitter le territoire, dès lors que leur présence ou celle de leur famille "n'est pas essentielle" dans ce pays. Jusqu'à présent, la consigne ne valait qu'aux ressortissants de passage. Pour celles et ceux qui resteraient, "il convient de faire preuve d'une vigilance renforcée", insiste Paris dans ses conseils aux voyageurs.

Relance : deuxième vague de soutien aux tiers-lieux industriels

Les "manufactures de proximité" voient double. L'Etat apporte son soutien à 19 "tiers-lieux productifs" supplémentaires, dans le cadre du plan de relance. Ils s'ajoutent aux 20 ateliers accompagnés depuis décembre. Les nouveaux lauréats sont principalement basés en Auvergne-Rhône-Alpes (5 sites concernés), ainsi qu'en Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France et Normandie (3 chacun). D'autres suivront, puisque cet appel à projets se termine aujourd'hui.

2 mars

Guerre en Ukraine : la France et l'UE sur tous les fronts économiques...

Consultations tous azimuts, aujourd'hui, autour des implications de la guerre en Ukraine. Le président de la République Emmanuel Macron prendra la parole à 20h. Il s'exprimera « pour expliquer quelle est l'action menée (...) et quelles sont les perspectives à attendre, au sujet du conflit lui-même et de ses

conséquences en Europe et en France », a précisé le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal. En attendant, les filières aéronautique, automobile, mines-métallurgie et agroalimentaire sont reçues cet après-midi par Bercy, tandis que les ministres européens de l'Agriculture se retrouvent, au même moment, pour un état des lieux et une coordination de leurs actions de soutien. En parallèle, leurs collègues des Finances avancent sur les sanctions contre la Russie et les mesures de protection des entreprises et des ménages de l'UE. *A 18h, l'issue de ces différentes réunions n'étaient pas encore connue.*

... les sanctions encore élargies...

A chaque jour qui passe s'étend la casse. Face à l'intensification des frappes russes sur l'Ukraine, l'Europe riposte par l'amplification des sanctions économiques. L'UE a officialisé, aujourd'hui, le nom des 7 banques qui seront débranchées de SWIFT, le système international pour les transactions financières. Mesure valable à compter du 12 mars. Cette liste préliminaire pourra être étendue à d'autres établissements, "en fonction du comportement" de Moscou, précise la Commission européenne. Le *Journal officiel* de l'UE entérine également l'interdiction (hors obligations contractuelles) d'investir, participer ou contribuer à "des projets cofinancés par le Russian Direct Investment Fund" (RDIF, fonds d'investissement direct du pays). Enfin, "certains secteurs de l'économie biélorusse, en particulier le bois, l'acier et la potasse" vont être pénalisés, a ajouté, de son côté, la présidence française de l'UE sur Twitter. A noter que le secteur de l'énergie reste globalement à l'écart de ces représailles. Enfin, conséquence des sanctions, le russe Severstal a annoncé l'arrêt de ses livraisons d'acier en Union européenne, indiquent les agences de presse du pays.

... les PME solidaires de l'Ukraine...

Pendant ce temps-là, la mobilisation pour le peuple ukrainien s'étend aux entreprises françaises. Plusieurs d'entre elles ont décidé de passer à l'action pour apporter une aide au pays attaqué par la Russie. Exemples en Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes.

▶ A lire : Ces entreprises de la Loire qui lancent des initiatives solidaires et Le patron de Ma Compagnie Immobilière souhaite aider les Ukrainiens, « même à notre petite échelle »